

Luzius WILDHABER

Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme
Palais des Droits de l'Homme
67075 STRASBOURG CEDEX

I. État civil

- Luzius Wildhaber, m., né le 18 janvier 1937 à Bâle, citoyen de Bâle et Walenstadt (St-Gall), de nationalité suisse.

- Marié depuis 1963 à Simone née Creux, de Lausanne, née à Château-d'Oex, Dr. ès sciences économiques, décédée en 1994. Deux filles, Anne (1968) et Isabelle (1973). Remariage en 1998 avec Gill Reilly, M.S.W. (canadienne), Ottawa (province d'Ontario).

II. Études et diplômes, et autres qualifications

Études aux Universités de Bâle, Paris, Heidelberg, Londres et Yale

1968 : J.S.D. (Juris Scientiae Doctor), Faculté de droit de Yale

1965 : LL.M. (Master of Laws), Faculté de droit de Yale

1965 : Prix Ambrose Gherini, Faculté de droit de Yale

1965 : Prix Amerbach de l'Université de Bâle

1964 : Examen d'avocat, Bâle

1961 : Doctorat en droit, Université de Bâle

III. Activités professionnelles

a. Description des activités en tant que juge

Depuis 1998 : Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme

Depuis 1991 : Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme

1989-1994 : Juge au tribunal administratif de la Banque interaméricaine de développement (Washington D.C.)

1975-1988 : Juge à la Cour constitutionnelle (*Staatsgerichtshof*) de la Principauté du Liechtenstein

1994-1997 : Arbitre dans l'affaire Multi-Investment International Marketing Inc. c. Gerber Products Co. (Cour internationale d'arbitrage, Londres)

1988-1990 : Arbitre dans l'affaire Laboratoire européen de Biologie moléculaire c. République fédérale d'Allemagne (arbitrage *ad hoc*)

1987 : Arbitre dans l'affaire Suisse c. Equateur (affaire Hamburger) (arbitrage *ad hoc*)

1986 : Arbitre dans l'affaire Alfa-Laval Aktiebolag c. RAED Trading and Contracting Establishment and Wakim (Chambre de Commerce internationale)

1983-1988 : Arbitre dans l'affaire Ashland Oil Co. c. Sonatrach (Chambre de Commerce internationale)

b. Description des autres activités juridiques

1. Université

1977-1998 : Professeur de droit international public, de droit constitutionnel, de droit comparé et de droit administratif à l'Université de Bâle

1971-1977 : Professeur de droit international public, de droit constitutionnel et de droit administratif à l'Université de Fribourg (Suisse)

1969-1971 : Maître de conférences (*Privatdozent*) à l'Université de Bâle

2. Administration fédérale

1968-1971 : Juriste à la Direction du droit international public du Département fédéral des affaires étrangères à Berne - Observateur suisse à la 6^{ème} Commission de l'Assemblée générale de l'ONU à New York (1970)

3. Expert

1997 : Expert du gouvernement fédéral canadien devant la Cour suprême du Canada pour la question de la légalité d'une sécession unilatérale du Québec

1994-1996 : Membre du conseil scientifique du Conseil fédéral pour une révision totale de la Constitution fédérale

1974-1978 : Coordinateur en chef et membre du comité directeur de la commission d'experts du Conseil fédéral pour une révision totale de la Constitution fédérale - Rédacteur du rapport final de la commission (1977)

4. Sociétés juridiques

1993-1997 : Membre du comité directeur (*Vorstand*) de la Société allemande de droit international et membre du conseil (*Rat*) 1977-1998

Depuis 1991 : Associé de l'Institut de droit international; Membre depuis 1997

1990-1998 : Membre du conseil d'administration (*Kuratorium*) et du comité d'experts (*Fachbeirat*) de l'Institut Max-Planck de droit public comparé et de droit international public

1986-1998 : Membre du comité directeur de l'Association pour le droit de l'environnement

1985-1991 : Membre du comité directeur de la Société suisse des juristes

1981-1995 : Coéditeur de la Revue autrichienne de droit public et de droit international public (*Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht und Völkerrecht*)

1979-1990 : Membre du conseil et du comité de l'Institut suisse de droit comparé,

1979-1990 : Président de la Société suisse de droit international ; vice-président 1974-1979; membre du comité directeur 1990-1998

1973-1979 : Président du comité des éditeurs de l'Annuaire suisse de droit international

c. Description des activités professionnelles non juridiques

1994-1996 : Vice-recteur de l'Université de Bâle

1992-1994 : Recteur de l'Université de Bâle

1990-1992 : *Rector designatus* de l'Université de Bâle

1980-1981 et 1989-1990 : Doyen de la Faculté de droit de l'Université de Bâle

1990 :

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Depuis 1991 : Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme

1992-1993 : Membre du groupe d'experts juridiques sur le contrôle du respect des droits de l'homme dans les Etats non membres du Conseil de l'Europe

1991-1996 : Plusieurs missions et avis juridiques sur la CEDH à la demande du Conseil de l'Europe, notamment des missions à Sofia en 1991 et à Saint-Pétersbourg en 1993, et des avis juridiques sur l'Ukraine en 1995 et le Bélarus en 1996

Depuis 1987 : Membre du conseil (*Beirat*) de l'Institut autrichien des droits de l'homme

1986-1998: Coéditeur et collaborateur du Commentaire international sur la CEDH

1979-1987 : Conseiller et agent du Conseil fédéral suisse dans certaines affaires devant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme

1977-1990 : Coéditeur de la rubrique « La pratique suisse relative à la Convention européenne des Droits de l'Homme », Annuaire suisse de droit international

1975 et 1995 : Rapporteur aux 4^{ème} et 8^{ème} colloques internationaux sur la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH), tenus à Rome et à Budapest

1973-1992 : Expert pour les questions touchant la CEDH auprès du gouvernement fédéral suisse (1973), du canton de Soleure (1986) et du gouvernement de la Principauté du Liechtenstein (1981), ainsi qu'auprès du parlement suisse (1974 et 1992)

V. Activités politiques

Aucune

VI. Autres activités

1996-1998 : Membre de la commission de nomination des *Trustees of Reuters Founders Share Co. Ltd*

Depuis 1989 : Membre de l'Académie Europaea

Depuis 1986 : Membre du conseil d'administration (*Stiftungsrat*) de la Fondation suisse de la Greina pour la protection des fleuves alpins

1988 : Membre du comité directeur de l'Institut international de droit linguistique comparé à

Montréal

- 1985-1990 : Membre du comité directeur de l'Académie suisse des sciences humaines
- 1982-1991 : Membre du groupe stratégie auprès de l'état-major de l'armée suisse
- 1977-1991 : Membre de la Commission fédérale des concours d'entrée pour la carrière diplomatique
- Depuis 1975 : Membre de l'Académie mondiale des arts et des sciences
- 1974-1980 : Membre du comité directeur de l'Association suisse de politique étrangère

VII. Travaux et publications

Auteur de 9 livres et 165 articles, éditeur de 9 livres, dont :

- « Advisory Opinions - Rechtsgutachten höchster Gerichte » (thèse Bâle 1962), XVI et 143 pp.
- « Treaty-Making Power and Constitution - an international and comparative study » (Bâle 1971) XXII et 412 pp.
- « Praxis des Völkerrechts » (La pratique du droit international) (en commun avec Jörg Paul Müller), première édition (Berne 1977), 551 pp.; deuxième édition (Berne 1982), XVIII et 639 pp.; troisième édition (Berne 2001), XX + 1082 pp.
- Rapport final de la commission d'experts pour une révision totale de la Constitution fédérale (Berne 1977), 202 pp.
- « Multinationale Unternehmen und Völkerrecht », Berichte der deutschen Gesellschaft für Völkerrecht n° 18 (1978), pp. 7-71
- « Erfahrungen mit der europäischen Menschenrechtskonvention », Rapports et communications de la Société suisse des juristes (1979), vol. 113, pp. 229-379
- Commentaire international de la Convention européenne des Droits de l'Homme : réserves et déclarations interprétatives de la Suisse et de la France sur l'article 6 CEDH (1986, 22 pp., deuxième édition, 1995, 7 pp.) ; Elections libres au scrutin secret du corps législatif, article 3 prot. add. (1986, 30 pp.); Vie privée et familiale, article 8 CEDH (1992, 264 pp.) ; Droit à l'instruction, article 2 prot. add. (1995, 51 pp.)
- « The Relationship between Customary International Law and Municipal Law in Western European Countries », *ZaöRV* n° 48 (1988), pp. 163-207 (avec Stephan Breitenmoser)
- *Commentaire de la Constitution fédérale de la Confédération suisse de 1874* : article 118-123 CF, 121 pp.
- « Nouvelle jurisprudence concernant l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme », *Mélanges Jacques-Michel Grossen* (Bâle 1992), pp. 97-106
- « Territorial Modifications and Breakups in Federal States », *Canadian Yearbook of International Law* n° 33 (1995), pp. 41-74
- « Wechselspiel zwischen Innen und Aussen, Schweizer Landesrecht, Rechtsvergleichung, Völkerrecht » (Bâle 1996), XIV et 576 pp.
- « Fragen des internationalen und nationalen Menschenrechtsschutzes » (éd. René Rhinow/Stephan Breitenmoser/Bernhard Ehrenzeller), octobre 1997, symposium à l'occasion du 60ème anniversaire de l'auteur
- « Precedent in the European Court of Human Rights », *Mélanges Rolv Ryssdal* (Köln 2000), pp. 1529-1545

VIII. Connaissances linguistiques

a. Langue maternelle : allemand

b. Langues officielles :

- anglais : parlé, lu et écrit avec aisance
- français : parlé, lu et écrit avec aisance

c. Autres langues :

- italien : parlé, lu et écrit
- latin et grec ancien

IX. Autres Éléments pertinents

- 1999/2000 : Docteur honoris causa des Universités de Prague, Blagoevgrad, Sofia, Bratislava, Moldova, Bucarest, de l'Institut de l'Etat et du Droit de l'Académie des Sciences de Russie et de la Faculté de Droit de Lituanie, 1999/2000
- 2000 : Etoile de la Roumanie

1999 :

Prix Marcel Benoist (Suisse)